



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Avril 2004

Volume 3, Numéro 3

LIGNE DE FOND _____ 1

**Le Rapport Intérimaire Du Groupe Spécial De L'OMC
Sur Le Coton Donne Raison Au Brésil _____ 1**

**" Semaine De L'Agriculture " : Les Discussions Sur Les
Formules De Réductions Tarifaires Dominent Les
Discussions _____ 3**

**Le Comité Du Développement De L'OMC Cherche A
Redynamiser Les Discussions Sur Le Traitement
Spécial Et Différencié _____ 4**

**Les Pays En Développement Appellent A Une " Feuille
De Route " Sur Le Traitement Spécial Et Différencié Et
Sur La Mise En Oeuvre _____ 6**

NOUVELLES DE L'OMC _____ 7

**Poursuite Des Discussions Sur Les Thèmes De
Singapour _____ 7**

**Services : Les Membres Trouvent Les Offres
Décevantes Et De Qualité Peu Satisfaisante _____ 8**

**Décision De L'Organe D'Appel De L'OMC Sur Les
Conditions D'Octroi De Préférences : La Différentiation
Entre Pays En Développement Rendue Possible Sous
Certaines Conditions _____ 10**

SUR LE FIL _____ 12

**Après Les Régions ACP D'Afrique, 16 Pays Des
Caraïbes Démarrent La Négociation D'Une APE Avec
L'UE _____ 12**

**Les Pays ACP Soutiennent La Position Européenne
Dans Le Contentieux Du Sucre A L'OMC _____ 13**

**Réunion des PMA à Dakar pour contribuer à la relance
des pourparlers à l'OMC _____ 14**

EVENEMENTS _____ 15

PUBLICATIONS _____ 16

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à
l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne
« Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à
l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne «
Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Le Rapport Intérimaire Du Groupe Spécial De L'OMC Sur Le Coton Donne Raison Au Brésil

Le lundi 26 Avril dernier, le Groupe Spécial a rendu un rapport intérimaire aux parties du différend opposant les Etats Unis au Brésil sur les subventions aux coton, et dans lequel deux pays africains - Bénin et Tchad - sont associés à titre de tierces parties. Le rapport, bien que confidentiel, a suscité des réactions officielles qui permettent de situer le contenu des conclusions du Groupe Spécial en faveur de la demande du Brésil.

Le Brésil avait soutenu que les subventions américaines à leurs cotonculteurs ont été à l'origine de la dépréciation des prix sur le marché mondial, ce qui diminuait de fait leurs parts de marché. Le rapport intérimaire du Groupe Spécial donne raison au Brésil en déclarant l'illégalité des subventions. C'est une première bataille qui est gagnée donc, mais qui laisse augurer des redéploiements stratégiques et politiques qui auront des incidences sur les règles en matière de subventions à l'intérieur de l'OMC.

Sur le plan procédural, le rapport intérimaire remis aux parties contient aussi bien des sections descriptives que des constations et conclusions du Groupe Spécial. Celui ci laisse la prérogative aux parties de communiquer leurs observations par écrit, voire de demander la tenue d'une nouvelle réunion entre les parties pour examiner les questions identifiées. Si les parties ne manifestent aucune volonté de remettre en cause, en l'état, les conclusions du Groupe Spécial, le rapport

intérimaire sera considéré comme définitif et distribué aux membres. En l'espèce, compte tenu des réserves procédurales ci-avant invoquées, le rapport final doit être rendu public le 18 juin prochain. Ce qui permettra aux Etats Unis insatisfaits de la décision, de faire appel et d'ouvrir de facto un autre délai de procédure et de négociation avant le jugement définitif.

Pour les pays africains, la posture de tierce partie adoptée limite les résultats attendus d'une telle décision. A l'OMC, le résultat d'un différend n'est contraignant que pour les principales parties. Dans le cas d'espèce, cela signifie que si les États-Unis perdent dans la procédure du Groupe spécial et si ce dernier décide que leurs subventions sont incompatibles avec leurs obligations au titre des accords OMC, ils devraient appliquer cette décision d'une manière non discriminatoire par rapport aux autres Membres de l'OMC. Mais, en vertu de l'article 21.5 du Mémorandum d'accord, seul le plaignant, le Brésil, peut demander à un Groupe spécial de vérifier si toute nouvelle mesure adoptée est conforme aux règles de l'OMC. Par ailleurs, seul le Brésil peut négocier une compensation en cas de non-respect des décisions par les États-Unis. Seul le Brésil peut demander la permission d'adopter des mesures de rétorsion au cas où les décisions et les recommandations du Groupe spécial n'étaient pas mises en œuvre.

En outre l'inefficacité des mécanismes de compensation en vigueur à l'OMC pour les pays économiquement faibles qui rend les possibilités de rétorsion dérisoires, pourrait inciter le Brésil à trouver un arrangement avec les USA en acceptant des concessions additionnelles sur d'autres produits d'exportation de ce pays. Cette solution court-circuiterait le contentieux et n'offrirait aux pays africains qu'un espoir de voir les USA mieux disposés pour une solutions négociées dans le cadre des négociations agricoles à l'OMC. Ce serait aussi une bonne opportunité de reposer le problème global des subventions. Combinée à l'extinction de la clause de paix, cette décision, si elle confirmée aura un impact sur l'évolution des négociations sur l'agriculture en précisant les natures juridiques

des différentes subventions et en sanctionnant leurs effets de distorsion sur le commerce.

A l'énoncé de ce verdict intérimaire, le représentant de la Mission américaine à l'OMC s'est déclaré "très préoccupés par certains aspects du rapport ". Les Etats Unis sont en train de l'étudier et nous feront appel si le rapport final n'est pas modifié. Excluant toute concession sur cette question, le porte-parole de la Maison-Blanche, Monsieur Scott McClellan su surenchérir : "Nous n'avons pas l'intention de prendre unilatéralement des mesures pour désarmer sur ce thème".

Pour sa part, le secrétaire général des Affaires commerciales du Brésil, Clodoaldo Hugueney, s'est dit "satisfait, estimant que le rapport de l'OMC" reflète bien les préoccupations du Brésil". Et d'ajouter que "Les pays en développement sont victimes des soutiens accordés à l'agriculture dans les pays riches. Ces soutiens encouragent la surproduction. La chute des prix qui en résulte sur le marché mondial pénalise des millions de paysans qui, eux, doivent se débrouiller sans aucune aide publique." Ce qui pousse son ministre des Affaires Etrangères, Roberto Azevedo, à déclarer qu'il y voit "un précédent, justifiant que la guerre continue".

Dans le milieu des négociateurs africains à Genève, on considère que cette décision est un succès qui laissent augurer des lendemains meilleurs pour les petites pays à l'OMC. Selon un délégué africain, cette décision aura un impact positif dans la suite des négociations. Elle inciterait les Etats Unis à être plus attentifs à défaut d'être plus flexible. Ce négociateur estime qu'il y aura un effet psychologique qui inciterait les USA à être plus avenants, à moins que les contraintes électorales ne les emmènent à plus de radicalisme.

Du côté de la société civile, L'organisation non-gouvernementale Oxfam, a estimé de si le rapport intérimaire est confirmée le 18 juin, cela constituerait " une énorme victoire, pas seulement pour le Brésil, mais aussi pour les dizaines de millions de pauvres paysans africains dont le

niveau de vie est handicapé par la concurrence déloyale du coton américain fortement subventionné ".

Sources: Notes de ICTSD, AFP, Belga, AGEFI, New York Times, Notes Ideas Centre

" Semaine De L'Agriculture " : Les Discussions Sur Les Formules De Réductions Tarifaires Dominent Les Discussions

Cherchant à donner une nouvelle dynamique aux négociations agricoles qui cristallisent le plus les contestations et les divergences sein de l'OMC, les membres ont organisé le deuxième " semaine de l'agriculture " du 19 au 23 avril dernier. Ayant considéré que la question de l'Accès au marché est l'une des principales sources de blocage dans ces pourparlers agricoles, le Néo-Zélandais, Tim Groser, qui préside les discussions, a demandé aux membres, lors d'une réunion informelle tenue le 19 avril au premier jour de la semaine marathon, de se concentrer sur l'accès aux marchés.

Oppositions autour des formules de réduction

Durant les discussions sur l'agriculture menées jusqu'ici, la plupart des Membres de l'OMC, et en particulier les pays du G-20 et du Groupe de Cairns ont indiqué qu'ils avaient des problèmes en ce qui concerne la formule de réduction tarifaire dite harmonisée. La formule harmonisée combine des éléments de la formule dite du Cycle d'Uruguay, qui fixe une réduction moyenne avec une réduction minimale par ligne tarifaire - à appliquer à certains produits " sensibles du point de vue des importations " - et la formule suisse, qui réduirait tous les droits de douane de manière horizontale à un plafond maximal (prenant effectivement en compte les crêtes tarifaires). Elle implique également un engagement à assurer un accès en droits nuls à un certain nombre de produits. Selon des sources, tant le G-20 que le Groupe de Cairns sont en train de consolider leur approche de l'accès aux marchés et " d'explorer de nouvelles

alternatives " pour une méthodologie de réduction tarifaire.

Les deux groupes ont récemment proposé un retour à ce que l'on appelle la formule de " groupe " élaborée par l'ancien président de la session spéciale du Comité de l'agriculture, Stuart Harbinson, dans son projet de modalités de 2003. Dans cette approche, la formule du Cycle d'Uruguay serait appliquée de manière générale, mais les droits de douane très élevés seraient soumis à des réductions moyennes et minimales plus fortes que les droits de douane moins élevés.

Durant les consultations des 19 et 20 avril, des pays développés tels que l'UE, les Etats-Unis, les Membres du G-10 (notamment la Suisse, la Norvège et le Japon) et le Canada, membre du Groupe de Cairns auraient fait part de leur opposition à l'approche par lots. Alors que les Etats-Unis reprochaient à cette formule de ne pas entraîner un accès aux marchés significatifs, l'UE, le Canada - et en particulier les pays du G-10 - déclaraient que la formule par lots empêcherait les pays de protéger leurs secteurs sensibles de manière effective. " Ceci reviendrait à placer une bombe dans les négociations " a averti un responsable du G-10.

Toutefois, les pays du G-10 s'opposent tout aussi fermement à la formule harmonisée mise en avant par le G20 et le groupe de Cairns, en particulier en combinaison avec un plafond maximal pour les taux tarifaires et l'obligation d'élargir l'ensemble des contingents tarifaires. Par ailleurs, le camp favorable à la libéralisation - notamment la plupart des membres du Groupe de Cairns et du G-20 - considère la formule harmonisée comme trop faible, car elle ne fournirait pas de nouvelles ouvertures réelles des marchés du Nord. De nombreux pays en développement tels que l'Inde, reprochent également à la formule harmonisée d'être discriminatoire à l'égard des pays en développement qui - en raison de leurs profils tarifaires spécifiques - auraient à consentir des réductions générales plus larges que leurs homologues des pays développés.

Du fait que la plupart des Membres semblent mal à l'aise en ce qui concerne l'approche de la réduction harmonisée, de nombreux observateurs doutent que cette formule soit incorporée au " cadre " de modalités devant être établi avant l'interruption de l'été à l'OMC. " La formule harmonisée est morte " a observé un délégué d'un pays développés.

La formule harmonisée a été élaborée par les Etats-Unis et l'UE juste avant la réunion de Cancun et s'est par la suite frayée un chemin dans les différents projets de textes cadres. Du fait que la formule harmonisée réunit des éléments de la formule très flexible de réduction tarifaire du Cycle d'Uruguay à la formule suisse ambitieuse, elle est perçue par beaucoup comme un outil sur mesure pour prendre en compte l'appel des Etats-Unis à des améliorations substantielles de l'accès aux marchés, tout en assurant à l'UE suffisamment de flexibilité pour protéger des produits sensibles tels que les laitages, le bœuf et le sucre.

Des sources à Genève ont révélé que le représentant américain du commerce extérieur, Robert Zoellick avait prévu une réunion informelle au niveau ministériel le 30 avril, à Londres, afin de trouver un terrain d'entente au sein d'un groupe central de décideurs de haut rang. L'UE, le Brésil (G-20/Groupe de Cairns), l'Inde (G-20), le Mexique (G-20), l'Afrique du sud (G-20/Groupe africain) et le Kenya (G33/Groupe africain) auraient été invités à la réunion. Il est à noter qu'aucun membre du G-10 de pays importateurs nets de produits alimentaires ne serait représenté à la réunion du 30 avril. Le Japon, membre du G-10, a mis en garde contre le fait que la réunion projetée " peut manquer d'équilibre " si le Japon - premier importateur net de produits agricoles à l'échelle mondiale - devait en être exclu.

" Ceci ressemble à un effort sérieux pour faire démarrer les choses " a observé un délégué à propos des rumeurs qui entourent la réunion projetée. Selon un autre délégué, cette réunion était destinée à servir de " micro ministérielle " avant une mini ministérielle projetée par l'OMC, le 14 mai, à Paris, en marge de la réunion ministérielle

annuelle de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) ?

Le Comité Du Développement De L'OMC Cherche A Redynamiser Les Discussions Sur Le Traitement Spécial Et Différencié

La session spéciale (de négociation) du comité du commerce et du développement de l'OMC - chargé de réexaminer toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement - s'est réunie le 1 avril dernier, pour la première fois depuis la conférence ministérielle de Cancun de septembre 2003. Craignant l'écueil de voir les Membres camper sur des positions bien tranchées, le nouveau président (sud-africain) de l'Organe, Faizel Ismail, a fait porter les discussions essentiellement sur les questions de processus, notamment la voie à suivre et la structure des travaux futurs de l'Organe. Conscient de l'importance que revêt la redynamisation des discussions, les Membres ont convenu de la demande faite par le président d'entamer des consultations informelles visant à identifier les domaines de convergence et la manière de traiter le programme de travail en matière de traitement spécial et différencié. Dans le même ordre d'idées, un groupe de pays en développement et de pays moins avancés a mis en circulation une présentation le 5 avril dernier préconisant, entre autres, "une feuille de route claire avec des critères spécifiques pour remplir le mandat sur les questions en suspens relatives à la mise en œuvre et celles relatives au traitement spécial et différencié, avec un calendrier ".

Contexte

Après 18 mois de discussions retardées et de délais non respectés pour le réexamen de toutes les dispositions en matière de traitement spécial et différencié, " en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles ", les Membres avaient avancé 24 recommandations possibles (sur 88 propositions présentées, pouvant être consultées sous le

symbole TN/CTD à

<http://www.docsonline.wto.org/>

pour examen par les ministres à Cancun, en vue de " résultats rapides " - early harvest'. Si, selon un grand nombre de délégations et d'observateurs des pays en développement, les propositions avaient une 'valeur économique douteuse', les discussions à Cancun avaient vu l'ajout de trois recommandations au train de propositions. Toutefois, la Conférence ministérielle s'étant soldée par un échec, l'ensemble des 27 recommandations avait été mis en veilleuse.

Faire avancer les discussions

Tout en réitérant le principe de base selon lequel toutes les 88 propositions spécifiques à des accords resteront sur la table, le président Ismail a noté que le débat actuel, qu'il a caractérisé de " polarisé " et de source de " perspectives divergentes " tant dans le fond que dans le processus, avait été peu productif. Il a appelé les Membres à se montrer plus flexibles et plus créatifs sur le point de décider, entre autres, ce qu'il fallait faire des recommandations en suspens, comment faire avancer le débat à un niveau plus productif et comment répondre aux attentes du mandat de Doha. A la fin de la réunion, les Membres ont autorisé le président Ismael à mener des consultations informelles en vue de trouver une voie à suivre, en tenant compte des préoccupations clés de l'ensemble des Membres - notamment en traitant à la fois des propositions propres à des accords et des questions transversales plus larges (par exemple le principe et les objectifs du traitement spécial et différencié, la différenciation, le mécanisme de surveillance, etc.). S'il trouvait une base suffisante, le président convoquerait de nouveau une session formelle avant la fin de l'été.

Réactions

Les pays développés et les pays en développement Membres ont semblé réserver un accueil largement favorable à l'initiative, qu'ils ont qualifié de " sérieux coup de pouce " et " d'approche novatrice ". Les Etats-Unis et le Canada auraient, pour leur part, réitéré leur espoir d'enregistrer des résultats sur les 27 recommandations et de passer à des

discussions plus larges et plus approfondies. Une autre source d'un grand pays développé a fait part de la volonté de sa délégation de travailler sur la procédure et à œuvrer en vue d'un résultat impliquant peut-être des ajustements sur les règles. La plupart des pays développés Membres ont également indiqué qu'ils considéraient le traitement spécial et différencié comme faisant partie d'un ensemble plus large, avec l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, sur lesquels il faut arriver à des résultats avant la fin de l'été.

Tout en appuyant généralement les efforts du président, les Membres africains et le groupe des PMA ont réitéré leur conviction selon laquelle les 88 propositions spécifiques à des accords devaient être traitées en priorité, avant que les discussions ne passent à des questions transversales plus larges. En outre, certains ont estimé que la classification antérieurement employée pour les propositions (trois paniers : celles prêtes ou presque prêtes pour un accord ; celles déjà abordées dans un autre organe ; celles sur lesquelles il y avait le plus de divergences) ne devait plus s'appliquer. Contestant la nécessité d'adopter une quelconque des 27 recommandations, un délégué africain a déclaré qu'elles " n'étaient pas différentes des dispositions que les Membres essayaient de renforcer " et qu'elles faisaient donc peu pour que les promesses soient tenues sur le mandat de Doha. Une vive préoccupation soulevée a été le peu d'importance accordée apparemment à la chronologie du " marchandage " de Doha. Les mandats relatifs au traitement spécial et différencié et à d'autres " questions de mise en œuvre " en suspens (découlant des déséquilibres perçus dans les Accords du Cycle d'Uruguay) étaient deux des éléments majeurs du programme de travail convenu par les ministres, en 2001, à Doha, sur lesquels des résultats pouvaient être obtenus - et, on peut le dire, certaines des questions systémiques les plus importantes en ce qui concerne le développement. Comme l'a rappelé une présentation récente (TN/C/W/16, pouvant être consultée à : <http://docsonline.wto.org>), la plupart des pays en développement Membres estimaient qu'il n'y avait pas eu de " progrès en vue d'une

résolution fructueuse [...] durant la période suivant Doha ".

Notant l'impasse résultant des efforts des Membres pour converger sur les 88 propositions existantes, une source dans les milieux de l'OMC a soutenu que la recherche de voies alternatives pour prendre en compte de manière significative les problèmes sous-jacents soulevés dans les 88 propositions pourrait être une manière effective d'avancer.

Le fond du débat

Le degré de polarisation dans le débat sur le traitement spécial et différencié est vaste. Le plupart des pays développés se préoccupent de questions d'éligibilité (notamment le 'retrait progressif' de la flexibilité des pays une fois qu'elle n'est plus nécessaire), de garantie du respect des obligations et de l'intégration comme moyen de promouvoir le développement et de maintien d'un champ d'activité étroit pour l'OMC. Par contre, un grand nombre de pays en développement estiment que le traitement spécial et différencié doit être fourni sur une base non discriminatoire, qu'une flexibilité suffisante dans les règles doit être maintenue afin de déroger à certaines disciplines au nom du développement et que le champ d'action de l'OMC doit comprendre la prise en compte de questions de développement plus larges (telles que les contraintes de l'offre et les questions d'infrastructures).

En accord avec de telles perspectives, la plupart des pays développés ont soutenu que les principes et les objectifs plus larges du traitement spécial et différencié doivent être débattus en premier lieu, et qu'avant tout renforcement significatif du traitement spécial et différencié, il doit y avoir un mécanisme pour différencier les pays en développement (c'est-à-dire le Brésil et le Honduras ne devraient pas toujours recevoir les mêmes flexibilités). Tout en ayant quelques divergences sur la question de la différenciation entre pays en développement, ces pays ont néanmoins soutenu que le mandat est tout à fait spécifique dans ses instructions pour le réexamen de toutes les dispositions relatives au traitement

spécial et différencié et que ceci doit être fait avant que l'on ne passe à toute discussion plus large.

La prochaine réunion de la session spéciale du CCD est fixée au 19 juillet de cette année.

Pour un contexte général sur le traitement spécial et différencié avant Cancun, voir la Série de documents de synthèse de la Série de négociations de Doha, Vol. 2, N° 13, à : http://www.ictsd.org/pubs/dohabriefings/cancun_update/s/V2_13_SD.pdf

Les Pays En Développement Appellent A Une " Feuille De Route " Sur Le Traitement Spécial Et Différencié Et Sur La Mise En Oeuvre

Le 5 avril dernier, un groupe de pays en développement et de PMA a mis en circulation une présentation sur le programme de travail de Doha relatif au traitement spécial et différencié et aux questions en suspens liées à la mise en œuvre - le premier traitant des flexibilités spécifiques dans les règles pour les pays en développement et les dernières renvoyant à un groupe plus large de questions découlant des déséquilibres perçus dans les Accords du Cycle d'Uruguay. Voir documents OMC sous côte TN/C/W/16 ou WT/GC/W/528.

Les pays qui parrainent la présentation, notamment le Bangladesh (au nom du Groupe des PMA), l'Inde, l'Indonésie, Maurice (au nom du Groupe africain) et Trinidad et Tobago (au nom des Etats ACP - Afrique, Caraïbes, Pacifique) ont préconisé, entre autres, " une feuille de route claire avec des critères spécifiques pour remplir le mandat sur les questions de mise en œuvre en suspens et sur les questions relatives au traitement spécial et différencié, avec un calendrier [...]. " Selon la présentation, " presque aucun progrès " n'a été réalisé sur les questions après Doha. Ainsi, la présentation appelait à ce qu'elles soient prises en compte " en toute priorité ".

Les ministres avaient convenu, lors de la Conférence ministérielle de Doha, en 2001, qu'un rapport sur le mandat en matière de traitement spécial et différencié, avec des " recommandations claires en vue d'une décision ", devait être achevé avant juillet 2002. Dix-huit mois et trois délais non respectés plus tard, les discussions sur le traitement spécial et différencié se poursuivent. Pour ce qui est des questions liées à la mise en œuvre, elles devaient être traitées selon deux axes : i) dans le cadre du mandat conféré pour les questions pour lesquelles un " mandat de négociation spécifique " était prévu dans la Déclaration de Doha elle-même ; et ii) " être traitées en priorité par les Organes de l'OMC pertinents ". Avant mi 2003, peu des questions relatives à la mise en œuvre devant être résolues après Doha avaient enregistré des progrès. En juillet de cette année, le Comité des négociations commerciales et son président, le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, se sont vus confier la tâche de trouver un moyen de sortir de cette impasse. A cet égard, Supachai a annoncé, le 17 juillet 2003, que les discussions sur des questions liées à la mise en œuvre reprendraient, certaines se poursuivant sous l'égide du Comité des négociations commerciales et d'autres étant renvoyées aux organes subsidiaires pour un travail technique supplémentaires.

NOUVELLES DE L'OMC

Poursuite Des Discussions Sur Les Thèmes De Singapour

Un " noyau central " de pays en développement a, le mardi 6 avril, tenu une réunion avec le directeur général adjoint de l'OMC, Rufus Yerxa, qui mène des discussions informelles sur la facilitation des échanges qui est l'un des thèmes litigieux de Singapour qui comprennent également l'investissement, la politique de la concurrence et la transparence dans les marchés publics.

Lors d'une réunion du Conseil général, en février dernier, aucun président n'avait été élu pour les groupes de travail sur les thèmes de Singapour. Le président du Conseil général avait plutôt fait une déclaration confirmant que les discussions exploratoires informelles se poursuivraient au niveau du Conseil général, avec l'assistance du secrétaire général de l'OMC, sans préjudice des résultats des discussions ou de l'opinion de n'importe quel Membre.

Lors des consultations informelle du 6 avril, ce " noyau central " de pays en développement s'est dit disposé à discuter de la facilitation des échanges, mais seulement à des fins de clarification, mais non de négociation. Le groupe souhaitait que la clarification s'étende aux modalités de fond pour les négociations, mais a réitéré que les négociations devaient reposer sur " un consensus explicite ". Les membres du groupe ont fait part de leur souhait de voir le retrait total des thèmes de Singapour restants du programme de travail de l'OMC et ont appelé à une assistance technique sur la facilitation des échanges. Dans l'ensemble, le groupe serait moins enthousiaste à débattre de la facilitation des échanges avant de voir des avancées sur des questions plus pressantes telles que l'agriculture.

Selon des sources dans les milieux de l'OMC, la position de l'UE n'était pas encore claire sur les thèmes de Singapour. Il en est de même pour les pays latino-américains, bien que certains se soient montrés disposés à examiner les questions de Singapour dans un contexte plus large, en fonction des progrès réalisés dans d'autres organes de négociation.

A propos du Groupe

Le 'groupe central' informel représente des pays en développement de diverses régions et de différents groupes régionaux. Le groupe s'est constitué avant la réunion ministérielle de Cancun, sur la base d'une perception commune des questions de Singapour entre ses membres. Le groupe s'est cristallisé après la publication d'un projet de texte juste avant la réunion de Cancun et s'est consolidé à Cancun et durant la période qui a suivi la

réunion. Il comprend actuellement le Bangladesh (représentant les PMA), le Botswana, l'Égypte, Cuba, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Jamaïque, le Kenya, le Nigeria, les Philippines, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie, le Zimbabwe et la Malaisie qui est la coordonnatrice actuelle. Maurice et Trinidad et Tobago ont également été invités à participer en tant que représentant des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) lors des réunions du groupe. Le Venezuela est le seul membre latino-américain. Un délégué à l'OMC a observé que si tous les membres du " noyau central " avaient une position commune sur la manière d'aborder les thèmes de Singapour, les positions seraient débattues et étoffées davantage lors des prochaines réunions des ministres des PMA, début mai à Dakar, au Sénégal ; des ministres africains, fin mai à Kigali, au Rwanda, et lors d'une réunion ministérielle du G-90 (comprenant les ACP, le Groupe africain et les PMA) à une date non encore fixée, à Guyana.

Services : Les Membres Trouvent Les Offres Décevantes Et De Qualité Peu Satisfaisante

Le Conseil du commerce des services de l'OMC (CCS) a tenu, le 2 avril dernier, une session spéciale, marquant la fin de deux semaines de réunions des organes du Conseil des services. Lors de la réunion, les Membres ont généralement fait part de leur déception à propos des résultats de la phase actuelle de présentation d'offres et de demandes dans les négociations sur les services. Alors que les pays développés concentraient leurs critiques sur le faible nombre d'offres, la plupart des pays en développement mettaient l'accent sur le fait que les offres présentées étaient de qualité peu satisfaisante. En outre, durant la " semaine des services ", les Membres ont examiné de nouvelles présentations relatives au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et aux services de logistique.

Les raisons de la lenteur de la phase de présentation de demandes et d'offres

Actuellement, seulement 42 pays ont présenté des offres en vue de la libéralisation de leurs secteurs des services. Selon des délégués à l'OMC, l'absence de progrès sur les services - autrefois qualifiés de " moteur du Cycle de négociations de Doha " - est due au fait que les Membres lient les services aux progrès dans les négociations agricoles (bloquées), aux tactiques de négociation, à des considérations politiques nationales et à un manque de capacité technique. Alors qu'aucun pays n'a jusqu'ici bloqué le processus de négociation sur les services, des exportateurs clés de produits agricoles tels que le Brésil, l'Afrique du Sud, les Philippines et l'Égypte n'ont pas encore présenté leurs offres initiales. Ces pays estiment que, même ainsi, les discussions sur les services sont plus avancées que les travaux dans d'autres domaines tels que l'accès aux marchés pour les biens et pour les produits agricoles, où même les modalités de négociations n'ont pas été convenues, malgré plus de trois années de discussions.

Dans une déclaration, 18 pays en développement Membres ont indiqué collectivement que les négociations " ne montrent aucune amélioration réelle sur les engagements existants " pris par les pays développés au titre du mode 4 (mouvement des personnes physiques). Pour nombre de pays en développement et de pays les moins avancés (PMA), le mode 4 représente un des rares domaines qui tire des gains clairs de la libéralisation progressive dans le domaine des services. Le groupe de 18 pays en développement a également mis l'accent sur le fait que les offres dans le mode 4 étaient liées à la présence locale (mode 3) et a préconisé le " découplage " des offres du mode 4. Selon la présentation, l'approche " découplée " devrait être associée à l'élimination de la restriction en matière de durée, des conditions de pré-emploi, des tests sur les besoins économiques, des restrictions quantitatives en matière de visas, du traitement fiscal discriminatoire et de la reconnaissance des qualifications. Les pays ont souligné que dans leurs offres, certains pays développés n'avaient fait aucune ouverture dans le mode 4.

La voie à suivre

Pour ce qui est de la voie à suivre, certains Membres ont appuyé l'établissement d'une date limite spécifique pour la présentation des offres. Le président du CCS a proposé la tenue de ce que l'on appelle des " confessionals ", ou des réunions avec des délégations particulières pour avoir une compréhension plus claire des positions et des flexibilités. Alors que certains Membres appuyaient cette approche, d'autres ont estimé qu'une date limite pourrait être une contrainte inutile pour le processus, et que les " confessionals " donneraient au président un rôle trop grand dans les discussions.

Renforcement du traitement spécial et différencié dans les négociations sur les services

Concernant les négociations sur les services, au nom d'un certain nombre de pays en développement, la délégation de la Colombie a présenté une proposition révisée sur la mise en œuvre du paragraphe 15 des lignes directrices et procédures concernant les négociations sur les services (TN/S/W/19, disponible sous peu à : <http://www.docsonline.wto.org>). Le paragraphe 15 des lignes directrices concernant les services porte sur des questions ayant trait aux pays en développement telles que leur participation accrue, le respect des politiques nationales et le traitement spécial et différencié dans les listes des Membres.

La présentation de la Colombie a mis l'accent sur la nécessité de critères spécifiques à cet égard, pour aider à l'évaluation des engagements dans le processus de présentation de demandes et d'offres et a préconisé le développement possible de modalités en vue d'une participation accrue des pays en développement dans le commerce des services. Pour le développement de critères, la proposition a identifié les secteurs et les modes dans lesquels les pays en développement avaient manifesté des intérêts spécifiques (services professionnels, services externalisés, tourisme et mode 4). La proposition a suggéré que les offres des pays développés soient analysées au cas par cas, pour permettre d'évaluer dans quelle mesure elles prennent effectivement en compte les

préoccupations des pays en développement. Enfin, la proposition a préconisé la prévisibilité des engagements, à savoir la clarification de certaines questions, en particulier dans le mode 4. Si certains pays développés ont fait part de leur réticence à se soumettre à un examen multilatéral, d'autres ont adopté une position positive en ce qui concerne la proposition.

Libéralisation des services de " logistique "

Toujours durant la dernière série de négociations sur les services, un certain nombre de Membres, notamment l'Australie, Hong Kong, la Chine, la Suisse, la Chine de Taipei et le Nicaragua ont exposé des idées en vue d'une libéralisation accrue du secteur de la logistique et d'autres services connexes :

(http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/service/s/logistics_services_310304.pdf).

Leur présentation non officielle faisait valoir que la libéralisation accrue et la fourniture de services de logistique pourraient aider au développement des chaînes d'offre et de distribution des biens et d'autres services. Selon le groupe, la libéralisation serait un facteur déterminant de la compétitivité d'une économie au niveau mondial. La proposition contenait une liste de services de logistique de base notamment, les services auxiliaires au transport ; la manutention des containers et des cargaisons ; le stockage ; l'entreposage ; et les services des agences de transport. La proposition mentionnait également des services connexes tels que les services de courrier, de commerce de détail, de courtage et de location (d'aéronefs et de bateaux). Alors que les offres de nombreux Membres comprennent déjà certains de ces sous-secteurs, la proposition cherchait à identifier un groupe primaire d'activités, ce qui faciliterait le commerce international des biens et la fourniture de certains services.

La prochaine semaine des services doit démarrer le 23 juin, avec des sessions spéciales du CCS le 28 juin et le 2 juillet.

Décision De L'Organe D'Appel De L'OMC Sur Les Conditions D'Octroi De Préférences : La Différentiation Entre Pays En Développement Rendue Possible Sous Certaines Conditions

Le 7 Avril dernier, l'Organe d'appel de l'OMC a pris une décision à marquer d'une pierre blanche, relative au régime du Système généralisé de préférences (SGP) de l'UE. Il s'est prononcé sur le fait que les règles de l'OMC n'interdisaient pas aux pays développés d'accorder des droits de douane différents sur des produits originaires de différents pays en développement, aux fins du SGP, à condition que ce traitement différentiel réponde à certaines conditions, aux termes de la " Clause d'habilitation ". La Clause d'habilitation a été adoptée dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et permet aux pays développés Membres d'accorder un traitement plus favorable aux pays en développement. Elle sert aussi de base juridique aux SGP - aux termes desquels les pays développés offrent un traitement préférentiel non réciproque à des produits originaires des pays en développement. L'UE et les Etats-Unis accordent aux pays en développement des préférences spécifiques sur la base d'actions liées, entre autres, à la lutte contre les drogues illicites, la protection de l'environnement ou le respect de certaines normes du travail. L'affaire intentée par l'Inde ciblait un SGP de l'UE qui accorde à des pays un traitement préférentiel en raison de leurs efforts visant la lutte contre les drogues illicites.

Rappel : Par une décision du 1er décembre 2003, le Groupe Spécial avait donné gain de cause à l'Inde contre l'UE, en considérant qu'il y avait une infraction des Communautés Européennes sur les obligations souscrites dans la mesure où leurs régimes concernant les drogues sont incompatibles avec la clause NPF et ne se justifient pas par la Clause d'habilitation. Le Règlement européen du Conseil mis en cause était donc présumée annuler ou compromettre des avantages découlant des accords l'OMC. Par conséquent les Communautés

Européennes devront retirer les préférences accordées à ce titre

http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-12/wtoinbrief.htm

Bref rappel des prétentions de l'Inde

Devant le groupe spécial, l'Inde avait contesté la compatibilité entre les préférences tarifaires accordées dans le cadre des arrangements relatifs aux drogues, et le 'Principe de la nation la plus favorisée' (NPF) du GATT de 1994. Le principe NPF exige que les Membres accordent aux produits des autres Membres un traitement " non moins favorable " que celui qu'ils accordent aux produits de tout autre pays. L'Inde a soutenu que les arrangements relatifs aux drogues étaient " discriminatoires " car les avantages que l'UE octroyait n'étaient disponibles qu'à certains pays en développement spécifiés. L'Inde avait fait valoir que les pays exclus du régime subissaient des effets négatifs sur certaines exportations vers l'UE. L'Inde a souligné, en particulier, que l'entrée du Pakistan dans le régime avait affecté les exportations de textiles indiens pour un montant de 250 millions de dollars US, exportations confrontées à des droits de douane plus élevés que leurs équivalents pakistanais, à l'entrée dans le marché européen.

La différenciation entre pays en développement permise au titre de la Clause d'habilitation

La décision de l'Organe d'appel résulte d'un appel de l'UE contre une décision antérieure d'un groupe spécial de l'OMC dans cette affaire. Ce groupe spécial avait interprété le terme " non-discriminatoire " dans le contexte de la Clause d'habilitation comme signifiant que des préférences tarifaires identiques aux fins des régimes SGP soient fournies à tous les pays en développement sans différenciation. L'Organe d'appel a réfuté cette interprétation et a conclu que le terme " non-discriminatoire " n'interdisait pas aux pays développés d'accorder des droits de douane différents aux produits originaires de différents bénéficiaires des SGP, à condition que ce traitement tarifaire différencié réponde aux conditions restantes de la Clause d'habilitation.

Néanmoins, l'Organe d'appel a attiré l'attention sur le fait qu'en octroyant un traitement tarifaire différencié, les pays qui accordent des préférences sont tenus, en vertu du terme " non-discriminatoire ", de garantir qu'un traitement identique est disponible à tous les bénéficiaires de SGP " dans une situation identique " qui ont les mêmes " besoins en matière de développement, financier et commerciaux " et auxquels le traitement en question est destiné à répondre.

Les arrangements en matière de drogue incompatibles avec la Clause d'habilitation

Examinant l'arrangement spécial de l'UE pour la lutte contre la production et le trafic de drogues illicites (arrangements en matière de drogues) dans le contexte de son interprétation du terme " non-discriminatoire " notée ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, du fait que les préférences accordées aux fins des arrangements relatifs aux drogues n'étaient pas accordés à tous les bénéficiaires de SGP affectés de manière similaire par le problème des drogues, elles n'étaient pas justifiées aux fins de la Clause d'habilitation. En particulier, l'Organe d'appel a mis l'accent sur le fait que la Réglementation du Conseil de l'UE, qui administrent les arrangements en matière de drogues, ne prévoit aucun mécanisme ou critère objectif qui permettrait à d'autres pays en développement affectés de manière similaire par le problème des drogues d'être ajoutés à la liste des bénéficiaires existants. En outre, la réglementation en question n'offre aucun critère selon lequel un bénéficiaire serait retiré des arrangements en matière de drogues sur la base du fait qu'il n'est plus " affecté de manière similaire par le problème des drogues ".

Ni vainqueur, ni vaincu !

La décision de l'Organe est interprétée par chaque partie en fonction de ses attentes propres. Cela fait qu'au final, aussi bien l'Inde, à qui la décision initiale en première instance était favorable, que l'UE qui avait fait appel, semblent satisfaits des conclusions de l'Organe d'Appel. L'Inde considère cette décision comme un " gain significatif ", car les arrangements en matière de drogues de l'UE

sont malgré tout jugés illicites en raison de leur manque de clarté pour ce qui est des critères d'éligibilité. Le ministère du commerce indien a noté que la décision apportait un certain soulagement aux exportateurs indiens vers l'UE, qui avaient été durement touchés par les concessions tarifaires accordées au Pakistan aux fins des arrangements relatifs aux drogues. Par ailleurs, en raison de la " nouvelle réflexion " sur la question de la différenciation, l'UE sera en mesure de maintenir les arrangements relatifs aux drogues, avec les modifications nécessaires. Réagissant à la décision, le Commissaire au commerce de l'UE, Pascal Lamy, a déclaré : " la décision de ce jour indique clairement que nous continuerons d'accorder des préférences commerciales aux pays en développement en fonction de leur situation et de leurs besoins particuliers, à condition que ceci soit fait de manière objective, non-discriminatoire et transparente ". Il reste toutefois à voir si le problème de la drogue en Inde répondra à ces " nouveaux " critères, ou si les pays dont les exportations vers l'UE dans le cadre du régime menacent les propres exportations de l'Inde, seront exclus.

Portée de la décision de l'Organe d'appel : Sauvegarde du Système préférentiel et prise en compte du développement durable

Dans une perspective plus large, l'importance que revêt cette décision est double. En premier lieu, le risque selon lequel la confirmation de la décision du Groupe Spécial porterait préjudice aux régimes SGP européens et américains auxquels les pays en développement ont actuellement accès, a été écarté. Les officiels tant à Bruxelles qu'à Washington avaient averti que la constatation initiale du groupe spécial sur la non-discrimination, si elle était maintenue, pourrait compromettre leurs programmes respectifs d'éradication de la drogue, ainsi que d'autres avantages tarifaires aux titres des SGP. En second lieu, l'Organe d'appel a noté que les " arrangements incitatifs spéciaux pour la protection de l'environnement " de l'UE, qui n'étaient pas en cause dans cette affaire, comprenaient des dispositions détaillées énonçant la procédure et les critères de fond qui s'appliquent lorsqu'un pays demande à être bénéficiaire. Ceci

indiquerait que ces arrangements sont compatibles avec l'OMC et implique que les Membres de l'OMC sont libres d'inclure des préoccupations en matière de développement durable dans leurs régimes SGP, à la condition qu'elles remplissent les conditions pertinentes et qu'elles soient justifiées aux fins des règles de l'OMC pertinentes.

SUR LE FIL

Après Les Régions ACP D'Afrique, 16 Pays Des Caraïbes Démarrent La Négociation D'Une APE Avec L'UE

A la suite de quatre régions africaines (Afrique centrale, Occidentale, Orientale et Australe), 16 pays des Caraïbes réunis au sein du Cariforum ont donné, le 16 avril dernier à Kingston, en Jamaïque, le coup d'envoi de la deuxième phase de négociation d'un APE avec l'Union européenne. Le lancement des négociations de cette phase bilatérale-régionale a eu lieu en présence du Premier ministre jamaïcain, Percival Patterson, des Commissaires européens Pascal Lamy (Commerce) et Poul Nielson (politique de développement) et des experts du Cariforum.

Avant d'arriver dans la capitale jamaïcaine pour l'ouverture des travaux, les négociateurs européens ont, comme ce fut le cas dans les autres régions, tenté de convaincre leurs partenaires sur les bienfaits qu'ils pourraient tirer des Accords de partenariat économique. " Le lancement de ces négociations ouvre un nouveau chapitre entre nos régions, a affirmé le Commissaire européen Pascal Lamy. Abattre les barrières au commerce entre les pays des Caraïbes est le complément indispensable au libre accès au marché européen dont jouissent déjà ces pays pour la quasi- totalité de leurs produits. La région en sortira plus forte, ce qui stimulera les relations entre l'UE et les Caraïbes ". Ces arguments sont aussi partagés par son collègue Poul Nielson pour qui "stimuler l'amélioration des

investissements et de la productivité par l'intégration régionale et la création de marchés plus larges conduira inévitablement à renforcer la position des producteurs des Caraïbes sur les marchés internationaux. Plus important encore, cela constituera un catalyseur important pour le développement à long terme de la région. C'est pourquoi les APE sont au cœur de notre agenda pour le développement " dira t-il.

Le Cariforum qui regroupe 16 pays des Caraïbes a été choisi pour être la structure de négociation avec l'Union européenne et l'espace géographique régional devant bénéficier de la mise en œuvre de l'APE dans cette région. C'est une organisation régionale créée le 19 octobre 1992 et regroupant les pays de la Caraïbe signataires de la Convention de Lomé IV. Ses principaux objectifs sont de coordonner et de superviser l'allocation des ressources perçues à travers le Fonds européen de développement (FED) et destinées au financement de projets régionaux dans les Caraïbes.

Tous ses membres, sauf la République Dominicaine, font partie de la Caricom, le cadre d'intégration économique des caraïbes travaillant pour la réalisation d'un marché commun. Elle a été créée par le Traité de Chaguaramas du 4 juillet 1973 et a été notifiée au GATT sous l'article XXIV comme un accord intérimaire devant aboutir à la formation d'une union douanière. La CARICOM a d'abord été une zone d'échanges préférentiels, puis une zone de libre échange. En 1991, les objectifs de marché et d'économie uniques de la Caraïbe ont été approuvés et devraient aboutir à la libre circulation des marchandises, des services, des personnes et des capitaux.

Les négociations, entamées au titre de l'accord de Cotonou liant l'UE aux pays ACP (Afrique/Caraïbes/Pacifique), visent la conclusion, d'ici à la fin de 2007, d'un accord de partenariat économique (APE), conçu comme un instrument de développement fondé sur l'intégration régionale et la stimulation du commerce, pour préparer l'établissement d'une zone de libre-échange à l'horizon 2020 entre l'UE et des entités régionales intégrées ACP. A ce stade inaugural des

négociations, les deux parties se sont contentées d'établir la feuille de route et le calendrier de leurs travaux.

Les seize pays du Cariforum sont: Antigua et Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, la Dominique, la République Dominicaine, la Grenade, la Guyane, Haïti, la Jamaïque, Saint-Kitts-& -Nevis, Sainte-Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, le Suriname, Trinidad et Tobago.

Les Pays ACP Soutiennent La Position Européenne Dans Le Contentieux Du Sucre A L'OMC

Quatorze pays ACP*, Signataires du Protocole Sucre, parties tierces au contentieux sur le sucre à l'OMC se sont exprimés la voix de leur porte-parole, P. K. Jugnauth, Vice Premier Ministre et Ministre des Finances de L'Ile Maurice, lors de la première session de travail du Panel à la fin du mars dernier à Genève.

Pour rappel, les gouvernements du Brésil et de l'Australie avaient l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC, par des lettres datées du 27 septembre 2002, d'une plainte visant à réduire voire à supprimer les subventions européennes sur le sucre, et à annuler les préférences commerciales pour le sucre des pays ACP. Par la suite, la Thaïlande avait formulé la même demande http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-11/story1.htm

Les pays ACP ont rappelé que leur participation à ce litige était motivée par leurs intérêts tant commerciaux que systémiques.

Sur le plan commercial, ils font remarquer que le Protocole Sucre fait partie intégrante du Régime Sucre de la CE et que s'attaquer à un des éléments de ce Régime, pourrait déstabiliser l'ensemble du système avec des conséquences désastreuses pour les pays ACP bénéficiaires. A titre d'exemples, pour la Guyane, 150.000 personnes d'une population totale de 750.000 dépendent de la filière

sucre. Pour le Swaziland, la production sucrière représente 60% de la production agricole et 11 % du PNB. 93% des exportations agricoles de St. Kitts dépendent du sucre.

Sur le plan systémique, c'est la question de l'articulation entre Commerce et développement qui est reposée. Les pays ACP notent que les objectifs de l'Accord de Marrakech visent " au relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel.... ". C'est donc en toute bonne foi et convaincus que leurs accords commerciaux préférentiels seraient mis en œuvre de façon stable et prévisible que les pays ACP se sont joints à l'OMC en 1995. Le régime préférentiel est alors au cœur de la tourmente. Son effritement remet en cause les garanties de la prise en compte des intérêts de ces pays dans le système commercial multilatéral. Après le contentieux "bananes" qui a dévasté l'économie de certaines îles des Caraïbes comme la Dominique, c'est aujourd'hui la filière "sucre" qui est menacée par de " grands producteurs agricoles dont le niveau d'efficacité et de compétitivité ne pourra jamais être atteint par les petits pays ACP vulnérables. "

Si la plainte sur le sucre devait être défavorable à la CE, cela entraînerait des restrictions encore plus sévères imposées par l'OMC sur les exportations européennes de sucre, réduisant, dans le même temps, les restitutions à l'exportation d'un montant équivalent à celui des importations communautaires préférentielles de sucre en provenance des pays ACP. Cela n'entraînera pas forcément une révision à la baisse du quota ACP, mais pourrait forcer les Etats membres de l'UE à accélérer la réforme du secteur, avec à la clé, l'abandon du soutien au prix au profit des paiements d'aides directes. Une telle réforme compromettrait directement les préférences commerciales accordées sur le sucre aux pays ACP, puisque Commission européenne estime qu'une baisse de 25 % du prix du sucre européen engendrerait pour les exportateurs ACP une perte de revenu d'environ 250 millions d'Euros par an.

Les pays ACP déplorent le " cynisme " des plaignants - Brésil, Australie, Thaïlande - qui ont reconnu que leur contentieux visait en réalité la totalité du régime sucrier européen ; ce qui confirme leurs craintes exprimées dès le début de la procédure liée à la compromission de tous les bénéfices qu'ils obtiennent de leurs exportations de sucre vers le marché communautaire. Ainsi, " les pays ACP avaient parfaitement raison quand ils n'accordaient aucun crédit aux pseudo assurances données par les plaignants à l'effet que leur action ne visait pas les acquis des ACP. "

Pour se prémunir, les pays ACP ont développé des arguments juridiques qui selon eux rendaient irrecevable la plainte de l'Australie, du Brésil et de la Thaïlande. Ils ont fortement soutenu la position défendue par la CE sur cette affaire.
http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-03/wtoinbrief.htm.

Les pays ACP ont soumis une requête dans le but d'obtenir des droits de tierces parties élargies qui leur permettraient d'être plus présent dans le contentieux, " de participer activement à toutes les étapes ultérieures de ce processus et porte, en particulier, sur leur participation à la deuxième audition du Panel prévue pour Mai, ainsi qu'un droit de regard sur la seconde soumission des parties et la rédaction du rapport final. "

Les 14 pays ACP dont il est question ici sont : Barbade, Belize, Fiji, Guyane, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, St. Kitts & Nevis, Swaziland, Tanzanie, Trinité et Tobago

Sources : www.acpsec.org, Notes ICTSD

Réunion des PMA à Dakar pour contribuer à la relance des pourparlers à l'OMC

Dans le cadre des stratégies et des initiatives visant à relancer les pourparlers commerciaux qui sont dans l'impasse depuis l'échec de la conférence

ministérielle de l'OMC à Cancun, le Directeur général de l'organisation commerciale multilatérale rencontrera les ministres du commerce des Pays les Moins Avancés (PMA) les 4 et 5 mai prochains à Dakar, au Sénégal.

Cette importante réunion des PMA sera co-présidée par les Ministres du commerce du Sénégal et de Tanzanie, cette dernière étant coordonnatrice des PMA à l'OMC. Elle verra la participation, outre du Directeur général de l'OMC, celle du Secrétaire général de la CNUCED, du Secrétaire général adjoint de l'ONU, du Commissaire européen au Commerce, Pascal Lamy, ainsi que de nombreuses autres personnalités issues des PMA, des institutions financières et de coopération internationales et des pays développés.

La réunion va porter, entre autres, sur la réactivation des négociations commerciales multilatérales et devrait permettre aux participants de partager des expériences sur le cadre intégré d'assistance technique liée au commerce. Aussi, la réunion cherchera à consolider les positions et l'unité des PMA acquises avant la cinquième conférence ministérielle et renforcée lors de celle-ci. Elle devra en outre se pencher sur l'évolution et les défis auxquels se trouve confrontés l'alliance des PMA, des ACP et de l'Union africaine dans le cadre du G90. Cette démarche a pour but d'harmoniser davantage les positions de négociations relatives à leurs préoccupations communes et de mieux résister aux pressions et autres manœuvres exercées sur les pays du G90 par certains pays développés.

Les participants aborderont, tour à tour, les questions agricoles, qui seront introduites par l'Ouganda, le Coton présenté par le Bénin, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles introduit par le Bangladesh, les Thèmes de Singapour par le Cambodge et les Questions de Développement et le Cadre intégré par le Sénégal et Madagascar. Ces deux pays présenteront chacun son expérience en matière de mise en œuvre du Cadre intégré d'assistance technique.

Pour l'heure, la société civile qui suit de près les préparatifs de la conférence, à laquelle elle compte jouer un rôle actif, travaille à l'élaboration d'une stratégie pour contribuer au renforcement de la solidarité entre les PMA et entre ceux-ci et les pays ACP et de l'Union africaine. D'après les organisations de la société civile actives dans le domaine du commerce, notamment ENDA Tiers Monde, membre du réseau Africa Trade Network, Oxfam, Actionaid, Aidtransparency et le Congad, cette réunion n'aura d'intérêt que lorsqu'elle sera le point de départ d'un nouveau processus visant à mettre les préoccupations de développement au cœur des négociations commerciales. Les problèmes des PMA étant diagnostiqués et connus, il est temps pour les pays développés, au delà des discours et des nombreux séminaires et rencontres organisés sans résultats significatifs, d'y apporter des solutions définitives et durables en tenant leurs promesses et en respectant les principes d'équité et de justice qui doivent guider le commerce multilatéral.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

EVENEMENTS A l'OMC

30 avril, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale, WTO/AIR/2297

3 mai, OMC, Genève, Groupe de travail sur le commerce et les transferts de technologies, WTO/AIR/2294

5 mai , OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles - Accords commerciaux régionaux

10 - 12 mai, OMC, Genève, Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

11 mai, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, WTO/AIR/2292

17 - 18 mai, OMC, Genève, Conseil général.

24 mai, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale

25 - 27 mai, OMC, Genève, Symposium public de l'OMC 2004

Dans le cadre du Symposium de l'OM : 25-26 mai 2004 - OMC - Salle A -14-18 Heures Quelle place pour l'Afrique dans le système commercial Multilatéral ? Conférence organisée par ICTSD. Contact. El Hadji Diouf - Tél : + 41 22 917 85 09. E-mail : ediouf@ictsd.ch

Evènements ailleurs

2 - 6 mai, Vancouver, Canada, 4ème Congrès mondial sur les pêcheries, Contact: Congress Secretariat; Téléphone:1-604-688-9655; Fax:1-604-685-3521 Email:fish2004@advance-group.com Web Site:

http://www.worldfisheries2004.org/program/congress_theme.htm

10 - 14 mai, Rome, Italie, deuxième conférence sur la Biomasse pour l'énergie, l'industrie et la protection du climat. Contact: ETA Renewable Energies, Italy ; Téléphone:39-55-500-2174 ; Fax: 39-55-573-425 ; Email: biomass.conf@etaflorence.it

Web Site: http://www.conference-biomass.com/conference_Welcome.htm

10 - 14 mai ; OMC, Genève, 32ème session du Comité Codex sur le labelling alimentaire Telephone: 39-06-5705-2287, Fax: 39-06-5705-3369, Email:codex@fao.org

Web Site:

http://www.codexalimentarius.net/ccfl32/fl04_01e.htm

11 - 12 mai, Bruxelles, Belgique, Deuxième conférence annuelle de Bruxelles sur le changement climatique, Contact: Mark Kinloch, EU Conférences Ltd, Téléphone: 44-1495-300-012

Fax: 44-1495-309-372, Email:

mark.kinloch@euconferences.com

Web Site:

<http://www.euconferences.com/fraclimate04.htm>

12 - 13 mai, Paris, France, Forum 2004 de l'OCDE,

Contact: OECD Forum, Téléphone:

Fax: 33-1-44-30-63-46, Email:

oced.forum@oced.org, Web Site:

<http://www1.oced.org/forum2004>

17 mai, Bruxelles, Belgique, Séminaire sur l'Agriculture dans les négociations commerciales :

politiques et perspectives. Contact: Michel Baumgartner, IPC's Brussels Office,

Téléphone: 32-2-534-9036, Fax: 32-2-534-9882,

Email: ipcbrussels@prmltd.com Web Site:

<http://www.agritrade.org/Plenary%20Seminars/Bru sselsSem.htm>

20 - 22 mai, Toronto, Canada, Conférence internationale sur l'économie de la gestion durable des forêts. Contact: Shashi Kant, Conférence

Secrétariat, Téléphone: 1-416-978-6196

Fax: 1-416-978-3834, Email:

shashi.kant@utoronto.ca

Web Site:

http://www.forestry.utoronto.ca/socio_economic/ic esfm/

22 mai, dans le monde entier, Journée mondiale de la Biodiversité. Contact: Secrétariat@biodiv.org;

Téléphone: 1-514-288-2220 ; Fax: 1-514-288-6588

Web Site:

<http://www.biodiv.org/programmes/outreach/aware ness/biodiv-day-2004.asp>

25 - 27 mai, Genève, Suisse, Symposium annuel public de l'OMC : le multilatéralisme à la croisée des chemins. Contact: Bernard Kuiten, WTO

External Relations Division; Téléphone: 41-22-739-

5676 ; Fax: 41-22-731-4206; E-

mail: symposium2004@wto.org

Web Site:

http://www.wto.org/english/tratop_e/dda_e/symp_ devagenda_04_e.htm

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En Français

ENDA TIERS MONDE, FONDATION FRIEDRICH HEBERT, (Edit.), Explique-moi l'Accord de Cotonou ; Manuel de facilitation à l'intention des acteurs non étatiques de l'Afrique de l'ouest. Ce manuel est réalisé par un groupe d'auteurs sous la coordination d'Enda Tiers Monde en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert. Il est destiné en premier lieu aux différents acteurs de la société civile dans le sens le plus large, au secteur privé d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'aux administrations et collectivités locales. Pour plus d'informations, contacter Mme Bibiane Mbaye Gahamanyi, Enda syspro2, Tél : 00 221 821 70 37 ; E-mail : syspro2@enda.sn

FAIM DEVELOPPEMENT MAGAZINE, Commerce mondial : plaidoyer pour une réforme ; no. 189, 2003, p. 9-11

FATOUMATA DIAWARA, AILEN KWA, Les Coulisses de l'OMC : le monde réel des négociations commerciales internationales. Zed Books, <http://www.zedbooks.co.uk>

HIRSCH Robert, L' UEMOA et les perspectives de création d'un marché régional des corps gras en Afrique de l'ouest ; 2003 ; Document à télécharger à http://forum1.inter-reseaux.net/article.php?id_article=310

Joseph E. STIGLITZ, " Quand le capitalisme perd la tête ", Fayard, 2003. 399 pages. Pr Najib Akesbi, Le nouveau cycle de négociations agricoles à l'OMC et les perspectives pour les Pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée ; mars 2003. <http://forum1.inter->

reseaux.net/article.php3?id_article=310.

OXFAM International, Les sables mouvants de Cancun : Pourquoi l'échec de la conférence de l'OMC menace les plus démunis. Document d'information n°53

ROOZEN, Nico; HOFF, Frans van der; L'aventure du commerce équitable : une alternative à la mondialisation par les fondateurs de Max Havelaar ; Paris : J.-C. Lattès, 2002, 285 pages. En Anglais

COTTON: MARKET SETTING, TRADE POLICIES, AND ISSUES. John Baffes (World Bank Report, February 2004). The author reviews the market setting and policy issues and gives developing and industrialised cotton producing countries recommendations on how to improve the policy environment. The importance of cotton as a cash crop to many developing countries as well as its subsidisation in larger areas like the U.S. and EU are discussed. To access the report, visit http://econ.worldbank.org/files/33109_wps3218.pdf

FREE TRADE - MYTH, REALITY AND ALTERNATIVES. By Graham Dunkley (Zed Books, February 2004). Free trade and its virtues are a mantra of contemporary economics, and a fixed point of policy for the WTO. But there are many economists who disagree, and there are many ideas for alternative ways of organising world trade and increasing the development chances for poor countries. Free Trade explains the case for free trade; the critiques; and how free trade policies work in practice. It introduces powerful and increasingly high profile new ideas for greater self-reliance and alternative development. Readers can see how it is possible to create economic policies that really address poverty and inequality, and that also take into account the environment, culture and human rights. For further information see <http://www.zedbooks.co.uk>

GOVERNMENT PROCUREMENT: MARKET ACCESS, TRANSPARENCY, AND MULTILATERAL TRADE RULES. Simon J.

Evenett and Bernard Hoekman (World Bank, January 2004). The authors analyse the effects that discrimination against foreign suppliers of goods and services and nontransparency of government contracting procedures to firms have on national welfare and market access. They conclude that heightened domestic competition on procurement markets and greater transparency will improve economic welfare. But ending discrimination or improving transparency have ambiguous effects on market access. To access the report visit: http://econ.worldbank.org/files/32743_wps3195.pdf

MARKET ACCESS FOR SALE: LATIN AMERICA'S LOBBYING FOR US TARIFF PREFERENCES. Hiau Looi Kee, Marcelo Olarreaga, and Peri Silva (World Bank, January 2004). The authors discuss the lobbying procedures of foreign forces looking to influence US tariff preferences. Results suggest that returns to Latin American and Caribbean exporters lobbying for tariff preferences in the US are about 50 percent. To access the report visit: http://econ.worldbank.org/files/32746_wps3198.pdf

Maxwell Mapako and Abel Mbewe, Renewables and Energy for Rural Development in Sub-Saharan Africa; <http://www.zedbooks.co.uk/>

QUANTIFYING THE IMPACT OF SERVICES LIBERALIZATION IN A DEVELOPING COUNTRY. By Denise Eby Konan and Keith E. Maskus (World Bank, January 2004). The authors consider how service liberalization differs from goods liberalization in terms of welfare, the level and composition of output, and factor prices within a developing economy, in this case Tunisia. Konan and Maskus consider how service liberalization differs from goods liberalization in terms of welfare, the level and composition of output, and factor prices within a developing economy, in this case Tunisia. Their final results point to the potential importance of deregulating services provision for economic development. To access the report visit <http://econ.worldbank.org/view.php?type=5&id=32582>

**TRADING MARKET ACCESS FOR
COMPETITION POLICY ENFORCEMENT.**

By Kamal Saggi and Bernard Hoekman (World Bank, January 2004). Motivated by discussions at the WTO on multilateral disciplines with respect to competition law, the authors develop a two-country model that explores the incentives of a developing country to offer increased market access (by way of a tariff reduction) in exchange for a ban on foreign export cartels by its developed country trading partner. They show that such a bargain is feasible and can generate a globally welfare-maximizing outcome. To access the report visit <http://econ.worldbank.org/view.php?type=5&id=32555>

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)